Entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec France Inter le 24 novembre 2011, sur la situation en Syrie et sur la crise de la Zone euro.

2011-11-24

Q - Le monde est en train de tanguer. Vous êtes aux avant-postes de ces révolutions. D'abord la Syrie : face à l'ampleur de la répression, la France, vous venez d'évoquer la possibilité de corridors humanitaires. Pourquoi ? Comment ? Et avec qui, Alain Juppé ?

R - J'ai reçu hier une délégation du Conseil national syrien présidé par un universitaire, Bourhan Galioun, qui est d'ailleurs tout à fait francophone. Ses membres m'ont décrit ce qui se passe en Syrie, et ce qui s'y passe est scandaleux et inacceptable. C'est une répression d'une sauvagerie comme on n'en a pas vu depuis longtemps. On en est au point où, aujourd'hui, les forces du régime sont en train d'assiéger des villes parce qu'elles se révoltent, tout simplement pour combattre pour leur liberté.

Le Conseil national syrien m'a dit : «Il faut que vous proposiez des corridors humanitaires parce qu'il y a aujourd'hui un problème humanitaire avec les produits de première nécessité qui manquent». C'est la raison pour laquelle, à l'issue de cette rencontre, j'ai saisi nos partenaires aux Nations unies. J'en ai parlé avec Hillary Clinton ; nous en parlons aujourd'hui avec la Ligue arabe pour voir comment nous pouvons mettre en œuvre ces corridors humanitaires.

Q - Ça veut dire des zones sécurisées ?

R - Cela veut dire, comme nous l'avons fait d'ailleurs en Libye, des couloirs dans lesquels les organisations humanitaires - la Croix Rouge par exemple - peuvent faire parvenir des produits médicaux.

Cela suppose deux configurations possibles. La première, c'est que la communauté internationale, les Nations unies et la Ligue arabe puissent obtenir du régime qu'il autorise ces corridors humanitaires, comme cela s'est fait ailleurs. Si ce n'était pas le cas, il faudrait envisager d'autres solutions.

Q - D'autres solutions ? De type militaire alors ?

R - Il est possible de protéger des convois humanitaires mais nous n'en sommes pas là.

Q - Les protéger militairement ?

R - Bien sûr, par des observateurs internationaux comme cela s'est fait en Libye. Je voudrais dire à M. Guetta que j'ai effectivement passé 48 heures en Turquie. J'ai vu tous les responsables turcs - le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères - et il n'a jamais été question d'options militaires en Syrie.

Q - Pas d'options militaires mais d'éventuels moyens militaires qui seraient sous pavillon international, sous pavillon de l'ONU, soit avec une action de force

R - Pour nous, naturellement, il n'y a pas d'intervention possible, fût-elle humanitaire, sans un mandat international.

Q - La crise de l'euro. Même l'Allemagne est vulnérable face aux marchés, on l'a vu hier. La première économie d'Europe et en apparence la plus solide a eu du mal à se financer. Est-ce un nouveau signal d'alarme ? Et est-ce qu'il y a de quoi faire réfléchir ou faire fléchir Angela Merkel et les dirigeants allemands ?

R - La situation est grave. Il ne faut pas sous-estimer cette gravité. La crise de l'euro touche aujourd'hui, vous avez raison de le dire, toutes les économies, même les plus solides. Si la situation est grave, c'est parce que l'enjeu est considérable. Si la zone euro explosait, c'est l'Union européenne qui exploserait, c'est-à-dire tout ce que nous avons construit, nous et ceux qui nous ont précédé, depuis cinquante ans. Il faut quand même se rappeler quel était l'état du continent européen il y a cinquante ou soixante ans. C'est dans le monde le continent qui s'est le plus déchiré. Et l'Union européenne, la communauté européenne, jusqu'à présent, nous a apporté la paix. Alors, prenons garde à ne pas revenir en arrière. C'est pour cela que nous nous battons pour sauver la zone euro et sauver la construction européenne.

Cela veut dire qu'il faut une meilleure - pardon de ce mot qu'on utilise sans trop savoir toujours ce qu'il veut dire - gouvernance de la zone euro. On ne peut pas avoir une monnaie unique si nous n'avons pas des politiques budgétaires, des politiques économiques et des politiques fiscales coordonnées, notamment entre la France et l'Allemagne ; nous faisons des propositions pour aller dans ce sens.

Face à ce qui est une crise de défiance, il faut bien analyser ce qui se passe : nos économies sont des économies fortes. Je voyage beaucoup en dehors de Bordeaux - c'est mon métier aujourd'hui -, et je peux vous dire que vue de l'extérieur, l'Union européenne reste la première puissance économique et la première puissance commerciale du monde. La Chine nous rattrape mais nous sommes toujours les premiers ; nous avons donc des fondamentaux solides. Ce qui ne va pas, c'est la confiance. Ces fameux «marchés» n'ont pas confiance

aujourd'hui ; c'est cela qu'il faut rétablir. C'est la raison pour laquelle je pense et j'espère que la réflexion avancera : la Banque centrale européenne devrait jouer un rôle essentiel pour rétablir cette confiance.

Q - Est-ce qu'il pourrait y avoir un échange, un «deal» entre la France et l'Allemagne ? Réforme des traités - ce dont ne voulait pas la France et que souhaitait vivement l'Allemagne - contre une intervention de la BCE, ce que refusent les dirigeants allemands ?

R - Ça ne se passe pas comme ça, on ne cherche pas à «dealer». On cherche effectivement des compromis, nous ne sommes pas toujours d'accord sur l'analyse.

Q - Il y a un deal ?

R - Je n'aime pas le mot «deal».

Q - Un échange ?

R - Nous sommes en train de discuter. Au départ, nous n'étions pas d'accord sur tout mais vous avez observé que depuis des mois, on a fini par se mettre d'accord. La France n'a jamais été contre la révision des traités, elle dit simplement que cette révision prend beaucoup de temps. Il faut d'abord que les 27 gouvernements se mettent d'accord, avant que les 27 parlements nationaux ne ratifient cette révision ; cela peut prendre des années.

Q - Et une intervention de la BCE, ça peut être rapide ?

R - Il y a urgence, cela se joue au jour le jour.

Q - Mais ça pourrait se faire rapidement ?

R - Cela va être discuté, aujourd'hui même à Strasbourg, entre le nouveau président du Conseil italien, M. Monti, Mme Merkel et M. Sarkozy. Je voudrais seulement souligner combien le président de la République est en initiative dans tout cela. Il monte en permanence au créneau, je l'ai vu travailler à Cannes au moment du G20 et il a, avec la chancelière allemande, une relation de travail extrêmement confiante.

(NEL)

Q - Quand vous parlez de corridors humanitaires, il y a un point d'interrogation : un corridor humanitaire, cela se défend militairement(NEL)

R - Pas obligatoirement, imaginons un scénario - qui n'est pas celui-là - dans lequel la Ligue arabe, mais aussi les Nations unies et l'Union européenne enjoignent le régime syrien d'autoriser des ONG - par exemple le comité de la Croix-Rouge ou d'autres ONG - à acheminer des convois humanitaires vers des villes qui sont le plus en difficulté, comme la ville martyr de Homs. Il n'est pas complètement absurde - et je ne veux pas partir battu - que

le régime syrien se laisse convaincre et que ces corridors humanitaires, sous une protection d'observateurs internationaux, non armés, puissent pénétrer sur le territoire syrien. Je vous rappelle que la Ligue arabe a déjà proposé l'envoi de 500 observateurs non armés en Syrie et que le régime syrien n'a pas dit non. Vous voyez qu'il y a une possibilité et je veux l'explorer parce que j'ai été sensible à l'appel de ces hommes et de ces femmes que j'ai rencontré hier, et qui m'ont dit que la situation humanitaire est catastrophique.

Q - Mais si la réponse est non

R - Vous êtes toujours dans l'hypothèse la plus défavorable. Pour l'instant, je travaille sur cette hypothèse favorable. Je suis résolument optimiste, nous sommes dans des difficultés considérables, nous nous trouvons dans une crise gravissime vous voyez ce qui se passe, la Tunisie est en train de s'en sortir, le Maroc progresse, la Libye est en train de construire sa liberté, au Yémen un accord a été signé hier. Et il y a des cas ou ça ne va pas, la Syrie est le cas le plus extrême, dans le cas de l'Égypte nous sommes très inquiets naturellement.

Le monde est ainsi fait, il est difficile, il est turbulent, il est révolutionnaire aujourd'hui ; soutenir une révolution est toujours hasardeux car il y a des risques de dérapage. Mais je l'ai dit à plusieurs reprises, je ne pouvais pas partir du principe que tout parti politique qui se réclame de l'Islam est un parti non fréquentable, je n'accepte pas ce raisonnement.

Il y a des extrémistes musulmans qui ne sont pas fréquentables parce qu'ils franchissent la ligne rouge à laquelle nous sommes attachés, mais il y en a d'autres avec lesquels il faut parler pour construire l'avenir.().

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 25 novembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183713-alain-juppe-24112011-situation-en-syrie-et-crise-de-la-zone-euro